

Rubrique réalisée par Michèle Boin avec le soutien de l'Afrika Studiecentrum de Leiden

Autrepart (Bondy)

« Afrique : les identités contre la démocratie ? »

Cahiers des sciences humaines, nouvelle série, n° 10, 1999.

Les mobilisations ethniques ou religieuses qui accompagnent la généralisation du multipartisme en Afrique sont souvent interprétées comme le signe d'un échec de la démocratisation. Ce numéro spécial de la revue *Autrepart* prend le parti de banaliser ces dynamiques identitaires, de les concevoir comme un paramètre ordinaire du politique dans les situations de transition que connaît l'Afrique aujourd'hui.

L'introduction de René Otaïek fait un panorama des dynamiques identitaires en Afrique. Le problème est, souligne-t-il, de trouver un équilibre entre la nécessaire reconnaissance politique du pluriethnisme et la construction d'une société politique fondée sur l'existence d'un contrat social qui s'impose à l'ensemble des acteurs. Est en jeu la capacité d'invention politique des Africains.

Si la transition démocratique et l'ajustement économique du Mali sont jugés favorablement, signale Monique Bertrand, les tensions n'ont pas été pour autant éliminées dans le pays : la décentralisation, promouvant le « local », est-elle alors une chance ? Dans tous les cas, c'est l'accès au sol qui reste au cœur de la refonte communale et du développement des villes.

Emmanuel Fauroux montre comment, à Madagascar, le processus de transition vers plus de démocratie et moins de centralisation a pu prendre des formes paradoxales. Dans la région côtière très enclavée du Menabé, l'État étant encore plus défaillant qu'ailleurs, se sont développées des structures locales de pouvoir particulières, avec leurs propres circuits de prédation. Des substituts sont apparus sous la forme d'ONG et d'institutions de coopération bilatérale, accompagnés,

paradoxalement, d'un discret retour de l'État leur permettant de fonctionner.

Avec le cas de Lagos, Marc Antoine de Montclos analyse dans une perspective historique la spécificité des modes de mobilisation politique en ville. La ville possède une fonction de catalyseur dans l'émergence des élites les plus à même d'œuvrer en faveur du changement. Lagos est traversée par des clivages, de caractère principalement ethnique, mais aussi entre autochtones et migrants, musulmans et chrétiens, ville et banlieue, sur lesquels viennent se greffer les alignements politiques.

En Côte d'Ivoire, Laurent Bazin montre que les tensions politiques sont liées à l'ethnisation des rapports sociaux du fait des affirmations à la fois nationalistes et ethniques. L'instauration du multipartisme en 1990 et la mort de Félix Houphouët-Boigny en 1993 ont été suivies d'une recrudescence de l'assignation ethnique des partis et d'une cristallisation des conflits politiques autour de l'accusation de « tribalisme », phénomènes qui ne sont toutefois pas incompatibles avec le maintien de l'aliénation au dominant étranger.

Même en l'absence de toute opposition politique, de 1967 à 1990, les forces armées au Togo ont toujours été violentes dans leurs rapports avec la population, écrit Comi M. Toulabor. Depuis le 5 octobre 1990, la violence militaire ne frappe pas tous les Togolais de façon identique. Des groupes ethniques comme les Kabiyè, du Nord, en sont singulièrement préservés. Cette ethnie, dont est originaire le président Eyadéma, est prépondérante au sein de l'armée. On peut parler d'instrumentalisation de la culture kabiyè par le chef de l'État, les luttes initiatives des *evala* servant de vivier de recrutement.

En Afrique du Sud, Jean-Michel Dolbeau souligne que la religion, empruntant des symboles créateurs d'identité, revêt une fonction de médiation entre le passé et l'avenir dans le projet politique et dans les efforts de réconciliation. De plus, la



légitimité politique continue de se bâtir en partie sur la caution morale accordée par les communautés religieuses.

François Roubaud s'interroge lui-aussi sur le rôle du fait religieux dans la société malgache. Le christianisme domine la scène religieuse, mais la grande diversité des confessions s'accompagne d'un véritable esprit de tolérance. Le culte des ancêtres reste toujours un vecteur d'identité, de « malgachitude ».

Michel Cahen met en garde contre la confusion entre le concept de nation et celui d'État ou d'État-nation. Le nationalisme des États africains post-coloniaux ne crée pas la nation, mais détruit l'État. Si la nation est un processus historique de cristallisation identitaire, elle n'implique pas en elle-même la création d'un État. Il s'agit de comprendre l'autonomie du passage au politique de l'ethnicité. Ce n'est pas le « repli ethnociste » qui tente les peuples, mais une affirmation de modernité par l'identité, contre l'uniformisation.

Afrique contemporaine (Paris)
« Les aides à l'Afrique en question »
N° 188, octobre-décembre 1998.

Désormais, dit l'avant-propos de François Gaulme, nouveau rédacteur en chef d'*Afrique contemporaine*, les aides internationales à l'Afrique ne sont plus automatiques, dans leurs modes d'attribution comme dans leurs justifications politiques et leur appréciation par les opinions publiques.

La première partie de ce numéro commence par l'étude de Nabyla Daidj, « L'aide à l'Afrique : situation et évolution », qui examine l'aide publique au développement accordée à l'Afrique jusqu'en 1997, et montre que cette forme particulière d'assistance ne peut être remplacée par des flux d'investissements privés. Jean-Jacques Gabas et Claire Mainguy, dans « L'aide au développement en Afrique et en Asie : anciennes pratiques et nouveaux enjeux », concluent leur comparai-

son de ces deux aires en remarquant que, malgré la baisse des tensions Est-Ouest, le facteur géopolitique demeure important et les déterminants économiques de l'aide persistent. Les échecs récents qui ont été observés dans les économies asiatiques incitent à tirer des leçons pour les modèles de coopération, qui imposent une nécessaire régulation aux niveaux étatique et international. « Les ONG au Burkina-Faso. De la réputation à l'évaluation », par Alain Piveteau, tente de tirer un bilan de l'action, très inégale, des nombreuses ONG installées sur place. Avec « Quelles politiques de coopération scientifique et technique avec l'Afrique ? », Jacques Gaillard et Roland Waast analysent plus particulièrement la coopération dans le domaine scientifique, en soulignant l'urgence d'un nouveau partenariat international avec les chercheurs africains.

La seconde partie s'ouvre avec « Les nouvelles orientations de l'aide publique au développement ». François Gaulme y étudie le rapport de la Banque mondiale évaluant l'aide et prônant la sélectivité. Il discute aussi de l'orientation des réformes des dispositifs britanniques et français de coopération et, au niveau multilatéral européen, de la renégociation de la Convention de Lomé. L'examen porte ensuite sur les actions bilatérales. « La coopération française : un témoignage », de Bernard Lanne, apporte une appréciation rétrospective sur le fonctionnement de la coopération française avec l'Afrique francophone dès 1959. Laurence Porgés fait, dans « L'aide et l'opinion française ou les limites de la générosité », une synthèse des réactions envers l'aide sur plus de trois décennies. Marc Aicardi de Saint-Paul montre quant à lui comment « un donateur atypique : le Japon » a fait évoluer la nature et la répartition de son aide, et comment ce pays est devenu un partenaire essentiel pour les Africains. Le rôle de l'OCDE dans la définition d'un cadre normatif pour les prêts d'aide bilatérale « liée » est analysé par François Pacquement dans « L'OCDE et l'évolution de l'aide par prêts », qui met en garde contre un « déliement » généralisé des prêts. Devant le besoin évident de coordonner les actions

des différents bailleurs de fonds, le PNUD a été amené à jouer un rôle d'intermédiaire, comme on le voit dans « Les tables rondes du PNUD et le problème de la coordination des aides », de Jacques Loup, sans que l'ambiguïté des relations du PNUD avec la Banque mondiale n'en soit levée. « À chacun selon son mérite ou selon ses besoins : l'aide doit-elle être sélective ? », par Jean-David Naudet, soulève enfin la question de l'efficacité de l'aide et de l'équilibre à trouver entre sélectivité, conditionnalité et automaticité.

Review of African Political Economy
(Sheffield)

« Africa and the drugs trade »

Vol. 26, n° 79, mars 1999.

Depuis le début des années 80, remarque l'éditorial de Chris Allen, des changements importants se sont fait jour sur le continent, intégrant ce dernier dans des réseaux internationaux de trafic, de consommation et de contrôle de drogues « dures ». De plus, la production des drogues « traditionnelles » (comme le cannabis et le khat) s'est développée et n'est plus uniquement limitée à des marchés locaux réduits. Globalisation, affaiblissement de l'État, extension du secteur dit « informel », y compris des systèmes de crédit « informels », crise économique, conflits et violence ont favorisé le développement de mécanismes et d'activités formant des compléments ou des supports au trafic illégal. Les gouvernements africains sont sujets à des pressions de la part d'agences américaines et internationales d'application des lois contre les narcotiques, selon des définitions occidentales du problème qui s'avèrent dans les faits inapplicables à la situation africaine. Les stratégies de contrôle s'attaquent aux petits producteurs et utilisateurs de cannabis plutôt qu'aux trafiquants importants, qui peuvent en réchapper en versant des pots-de-vin. Traiter le problème comme s'il n'était qu'une question de « criminalité » permet d'éviter les aspects sociaux,

médicaux, éducationnels liés à la consommation du cannabis et du khat. Enfin, l'usage de la force dans le contrôle des drogues peut devenir une arme politique ou militaire destinée à éradiquer des opposants. Henry Bernstein présente des données sur l'économie de la drogue au Ghana, très dynamique, et l'application de la loi. L'économie du cannabis fournit sans aucun doute des revenus à un nombre non négligeable d'agriculteurs et d'intermédiaires dans la chaîne de distribution. Malgré les risques, les gains élevés de la contrebande de cocaïne et d'héroïne facilitent le recrutement de courriers. On peut poser l'hypothèse qu'il existe une relation entre la croissance de l'économie de la drogue au Ghana et la crise affectant le développement et le niveau de vie.

Le khat en République de Somalie forme le sujet de la contribution de Reginald Herbold Green. Ce dernier distingue lui aussi la consommation du khat, dont la production, le commerce et l'importation ne sont pas illégaux, de celle des drogues « dures », et compare l'emprise du khat en Somalie au niveau macro-économique à celle des secteurs du tabac et de l'alcool dans les économies occidentales. Il est intéressant à ce sujet de remarquer l'attitude divergente des hommes et des femmes à l'égard de la consommation du khat, considéré comme une drogue masculine.

Axel Klein traite du Nigeria : le gouvernement de transition a fait de la lutte contre la drogue l'une des priorités de sa politique dès les premières semaines de son installation. Les mesures sévères qui ont été prises ne semblent pas avoir entraîné de réduction de la consommation, mais une augmentation importante de la population carcérale. Le modèle, emprunté aux USA, semble totalement inadéquat dans le contexte nigérian. En revanche, le Nigeria entend utiliser la lutte contre la drogue, enjeu dans les relations internationales, pour promouvoir son rôle de pouvoir régional autoproclamé et garder ses propres citoyens sous contrôle.



Africa Development (Dakar)
« Special issue on gender relations »
Vol. 23, n° 3 et 4, 1998.

La revue du Codesria consacre un numéro spécial à la question du genre. Fatou Sow souligne dans l'introduction l'importance de la prise en compte, en Afrique, des rôles sociaux des sexes construits par la société et la culture. Sa contribution est un plaidoyer pour faire de l'abolition des mutilations génitales féminines une question de droit humain. La prise de décision en matière de fécondité et de planification de la famille au sein des couples, dans le cas du Cameroun tel que le décrit Ngoy Kishimba, continue à dépendre largement du mari, mais le niveau d'instruction de la femme est un facteur déterminant. Titi Ufomata montre comment les attitudes différentes des parents en fonction du sexe de l'enfant, la langue, l'image des rôles sociaux des sexes dans les ouvrages scolaires et les moyens de communication de masse ont un impact sur les aspirations, les succès ou les échecs des individus. Patricia G. Clark retrace l'histoire de l'insertion des femmes dans le monde professionnel en Afrique du Sud. La contribution de Cheikh Oumar Ba aborde le thème de la transformation des rapports entre hommes et femmes et du statut et rôle de ces dernières dans le contexte des migrations dans la vallée du fleuve Sénégal. Fatou Diop fait un bilan de la politique nationale sénégalaise concernant les femmes. L'article de Layla El Awad Simsa' examine l'impact des politiques d'ajustement structurel sur les femmes rurales pauvres. Pour Fatou Ndiaye, la dynamique de l'entreprenariat et la réussite des femmes dans ce domaine au Sénégal ne sont pas uniquement déterminées par des facteurs économiques et financiers, mais aussi par les réalités socioculturelles qui existent dans la famille. Enfin, Regina Obi analyse les facteurs de contrainte sociale et culturelle à la participation des femmes dans les instances dirigeantes des syndicats au Nigeria.

Politikon
South African Journal of Political
Studies
« Special issue on gender »
Vol. 25, n° 2, décembre 1998.

En publiant lui aussi un numéro spécial consacré à la distinction des sexes, *Politikon*, l'organe officiel de la South African Political Science Association (SAPSA), entend offrir un forum aux débats issus des *gender studies* dans le cadre plus vaste de la discipline. Au sommaire : « Politicising the subject : feminist challenges to political science in South Africa » (Shireen Hassim) ; « Diversity and disadvantage : feminist perspectives from the USA and South Africa » (Jacklyn Cock et Alison Bernstein) ; « Gender sensitivity in RDP presidential leads projects » (Yolanda Sadie et Elsabe Loots) ; « Redefining the public space : women's organisations, gender consciousness and civil society in South Africa » (Shireen Hassim et Amanda Gouws) ; « Women's parliamentary representation : the effects of list PR » (Julie Ballington) ; « Political violence and gender : a neglected relation in South Africa's struggle for democracy » (Sheila Meintjies). La perspective adoptée ici est plus volontiers marquée par un ton féministe.